Le magazine «Reflets» est intégré dans les collections des Archives nationales de la République du Sénégal et de la Bibliothèque nationale Suisse

Magazine

Reflets

Magazine d'information sur les relations Suisse-Afrique
Juillet-Décembre 2015 - Prix : 500 F CFA - ISSN 0851 - 3805
http://www.facebook.com/#!/refletsuisseafrique

Depuis 2000
N° 40

ALERTE
Attention à l'arnaque sur les offres de bourses d'études en Suisse

PAGE 2

■ INSTITUTIONS
● Regard suisse sur les présidentielles en Côte-d'Ivoire et en Tanzanie

PAGE 3

■ DIPLOMATIE
DIPLOMATIE «BLEUE»
● Un nouveau concept suisse face au conflit de l'eau dans le monde

PAGE 4

■ ECONOMIE
CAFÉ
● Nespresso poursuit son expansion en Afrique
CHOCOLAT
● Le marché africain s'ouvre davantage aux produits suisses

PAGE 5

■ COOPÉRATION & DÉVELOPPEMENT
ENQUÊTE SUR LES ÉTUDIANTS D'AFRIQUE EN SUISSE
● Près de 1'700 recensés en 2013

MADAGASCAR
● Une association suisse aide à la lutte contre les médicaments contrefaits

PAGES 6

■ SANTÉ & NUTRITION
● Le Prix suisse de la nutrition 2015 de Nestlé attribué aux vertus du lait de vache

PAGE 7

■ TRIBUNE LIBRE
● Echec du financement au développement

PAGE 8

■ INTERNATIONAL
ETHIOPIE
● Visite de la présidente Suisse

SUISSE-AFRIQUE

2015 : une année qui a tenu toutes ses promesses !

Par Ibrahima Cissé

L'année 2015 tire à sa fin. S'il est encore tôt de dresser son bilan, on peut cependant constater qu'elle aura laissé une forte empreinte dans les relations Suisse-Afrique. Dans tous les domaines, celles-ci ce sont renforcées durant cette année qui s'achève. La présence diplomatique helvétique s'est renforcée. La présence économique s'est accentuée. La présence sociale et culturelle n'en a pas été en reste.

Copyright: – Services du Parlement

Durant l'année, la Suisse a honoré de sa présence les grands rendez-vous diplomatiques, politiques, et socio-culturels de l'Afrique, qui se sont multipliés sur le continent. En «bonne amie», dit-on dans les salons huppés de certaines capitales africaines. Une « amitié tranquille», ajoute-t-on dans d'autres capitales.
Côté économique, l'implantation d'entreprises suisses en Afrique a augmenté en 2015. Le marché africain, quoique modeste, est en frémissement. C'est un potentiel énorme. En témoigne, l'exemple (page 4) de l'industrie suisse du chocolat qui enregistre une croissance annuelle de 16% depuis une dizaine d'années.
Le géant pharmaceutique bâlois, Roche, apprécie aussi : «l'Afrique connaît une croissance économique et une urbanisation rapide. En moyenne, le PIB y est d'environ 5% par an, depuis 2005. La classe moyenne augmente. Elle est de plus en plus supérieure à 313 millions de personnes. «Nous voyons des opportunités significatives» sur le marché africain, a indiqué au magazine Reflets, une responsable du groupe.
Que dire alors de la multinationale Nestlé qui a longtemps misé sur le continent africain où elle investit massivement dans l'industrie agro-alimentaire, depuis toujours? Son optimisme est tel qu'elle fait de l'Afrique l'un de ses plus gros marchés de consommateurs dans les 30 prochaines années.
Comme en écho, Nespresso, le spécialiste du café en dosette annonce une «expansion» en Afrique. « Nous voyons un potentiel à moyen et long terme sur le continent, et un nombre croissant de consommateurs» déclarent au magazine reflets, les responsables du groupe en charge de l'Afrique, basés à Dubaï, aux Emirats arabes unis (voir page 4). Bien sûr que tout n'est pas rose en Afrique où il faut du temps pour s'adapter. Là aussi, la petite Suisse accompagne le continent, par sa présence quotidienne à ses côtés.

IC

SUISSE-AFRIQUE

Regard suisse sur les élections présidentielles en Côte-d'Ivoire et en Tanzanie

La Côte-d'Ivoire, en Afrique de l'Ouest, et la Tanzanie, en Afrique de l'Est, ont organisé des élections présidentielles le 25 octobre dernier. A Berne, ces deux pays sont considérés comme des «amis» de la Suisse en Afrique.

En ***Côte-d'Ivoire:*** le président sortant Alassane Ouattara a été réélu avec 83,66% des voix. La Suisse est le troisième investisseur étranger dans le pays, après la France et la Grande-Bretagne. En ***Tanzanie***, John Magufuli, candidat du parti au pouvoir, l'a remporté avec 58 %. Réactions d'entreprises suisses dans ces deux pays.

Fred Herren (Société Générale de Surveillance): prévoit des investissements «conséquents» dans l'expansion du contrôle technique des véhicules et du marquage des produits pétroliers. Elle envisage aussi de nouveaux investissements dans le domaine industriel, pour accompagner les efforts du gouvernement dans le domaine des infrastructures. Elle va faire de la Côte-d'Ivoire, un hub régional pour ses opérations en Afrique francophone.

Patrick Barth (Novartis) : «En Tanzanie, nous disposons de collaborateurs sur le terrain via un tiers (Quintiles). L'environnement des affaires est favorable, en dépit du ralentissement de la croissance en 2015 par rapport à l'année précédente. En revanche, il restera peu propice à Zanzibar et Pemba du fait de la suspension des élections. Elles apparaissent plus solides une fois que les élections seront passées».

En Côte d'Ivoire, le Groupe a une équipe chargée de la vente au détail qui s'adresse directement aux professionnels de santé. Il table sur une nette amélioration du climat des affaires,

M. Didier Burkhalter, Chef du DFAE

du fait de la volonté du gouvernement de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Le président ayant prêté serment il y a quelques jours seulement, il est trop tôt pour parler d'amélioration après l'élection. Novartis va s'efforcer d'augmenter sa part de marché, d'offrir aux patients, l'accès à des médicaments, à des prix abordables, et de conclure des partenariats avec le secteur public pour renforcer sa lutte contre le paludisme ».

Eike Christian Meuter (LafargeHolcim) : «Notre Groupe a constaté qu'une situation plus stable en Côte-d'Ivoire a eu un effet positif sur la demande de matériaux de construction. Nous sommes convaincus du potentiel du pays. Nous sommes aussi convaincus qu'il est bien positionné pour bénéficier d'un développement positif dans le secteur de la construction. Notre Groupe, à travers sa filiale locale SOCIMAT (Société du ciment et du matériel) est l'un des principaux fabricants de ciment en Côte-d'Ivoire. Il exploite une station de broyage à Abidjan, avec une capacité annuelle de 1,2 million de tonnes de ciment et offre aux marchés les plus importants dans le pays. LafargeHolcim compte environ 220 employés en Côte-d'Ivoire, à la fin de 2014.

En Tanzanie, nous avons une usine construite à la fin des années 70 et mise en service en 1983. Depuis 2001, elle a été rachetée par LafargeHolcim. Avec une croissance économique forte et un besoin considérable de matériaux de construction pour améliorer le logement et les infrastructures, LafargeHolcim voit le développement en Tanzanie positivement. Nous sommes sur le point d'introduire un certain nombre d'innovations de produits pour le marché local, en tirant parti de notre expertise en tant que leader des matériaux de construction de la compagnie dans le monde».

Dr Claudia Schmitt (Roche) : «Roche a une présence à la fois en Côte-d'Ivoire et en Tanzanie. En Côte-d'Ivoire, nous avons une équipe Roche dédiée à servir le marché et conduire l'accès à nos médicaments. En Tanzanie, nous avons actuellement une représentation plus petite, par des agents de distribution. Nous voyons des opportunités significatives sur les marchés de ces deux pays, et nous sommes engagés à travailler avec les Etats, afin d'améliorer les soins de santé chez les populations».

Thomas Seghezzi (Cercle des Affaires Suisse-Afrique= SABC) : «La Côte- d'Ivoire est en train de devenir intéressante à nouveau. Concernant la Tanzanie, il y a un faible intérêt, car c'est un pays difficile (lenteur bureaucratique, approche toujours assez «socialiste» aux besoins des entreprises)».

Propos recueillis par Ibc

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET CATASTROPHES NATURELLES

La Suisse et la Norvège prennent une initiative en faveur des victimes

Les gouvernements suisse et norvégien ont lancé en 2012, à l'ONU, l'Initiative sur les personnes déplacées à la suite de catastrophes et de changements climatiques. Cette initiative a été dénommée «Initiave Nansen».

C'est un processus intergouvernemental qui cherche à mieux comprendre les déplacements de populations dans le cadre de catastrophes et des changements climatiques et à identifier les bonnes pratiques et expériences existantes dans les pays concernés, récoltées à travers des consultations avec les Etats et la société civile dans les quatre coins du monde.

Selon les statistiques officielles, entre 2008 et 2014, des tremblements de terre, ouragans, sécheresses et inondations ont forcé 184 millions de personnes dans le monde, soit 23 fois plus que la population de la Suisse, à quitter leurs foyers. Dans le contexte des changements climatiques, ces chiffres risquent d'augmenter à l'avenir. Un grand nombre des victimes de catastrophes ou des changements climatiques se déplacent au sein de leur propre pays. Quand elles sont forcées de franchir les frontières, elles ne sont pas toujours reconnues en tant que réfugiées car les dispositions internationales ne prennent pas en compte les déplacements forcés causés par les catastrophes et les effets des changements climatiques. C'est pour combler cette lacune que la Suisse et la Norvège ont lancé l'Initiative Nansen.

Actions futures

Les résultats de ce processus consultatif, compilés dans l'«Agenda pour la protection des personnes déplacées au-delà des frontières en contexte de catastrophes et des changements climatiques» ont été présentés et discutés par des représentants de gouvernements, d'organisations régionales et internationales et des experts du monde entier, lors d'une Consultation mondiale à Genève, les 12 et 13 octobre 2015. Les résultats de ce processus consultatifs sont compilés dans l' «agenda pour la protection des personnes déplacées au-delà des frontières en contexte de catastrophes et des changements climatiques».

PLK (avec info DFAE)

Le magazine "reflets Suisse-Afrique" est publié par :
Reflets Communication Sarl
ISSN 0851- 9625
Allées Robert Delmas
Résidence Hôtel de Ville
2ème étage BP 21024
15524 Dakar-Ponty (Sénégal)
Tél. : +221 33 842 63 53
Mobiles: +221 76 668 57 26
E-mail :
magazine.reflets@refletsuisse-afrique.com
Directeur de la publication & Rédacteur en Chef :
Ibrahima Cissé
Conception: Amath GUEYE
Impression :
Avitech Impressions
Téléphone : +221 33 820 92 91
Distribution : Adp

BRÈVES

Soudan du Sud : Le Conseil fédéral a adopté, le 18 août, des mesures coercitives à l'encontre du Soudan du Sud. Le gouvernement suisse a ainsi transposé en droit suisse, les sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU, dans sa résolution 2206 (2015) du 3 mars 2015. Celles-ci ordonnent un gel d'avoirs, ainsi qu'une interdiction d'entrée ou de transit à l'encontre des individus ou entités agissant de manière contraire à la paix, à la sécurité et à la stabilité au Soudan du Sud. En application de ces mesures, le Comité de sanctions des Nations Unies compétent pour le Soudan du Sud, a inscrit, par décision du 1er juillet 2015, six individus sur la liste des personnes sanctionnées. Il s'agit de commandants militaires des deux parties au conflit.

En complément de ces sanctions financières et de voyage, ordonnées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, et au vu de la situation du pays, le Conseil fédéral a également ordonné un embargo sur les biens d'équipement militaires à l'encontre du Soudan du Sud. L'ordonnance est entrée en vigueur le 12 août 2015 à 18h00. D'ailleurs, faut-il le rappeler, depuis le 9 juillet 2011, date à laquelle le Soudan du Sud est devenu un Etat indépendant, aucun bien d'équipement militaire suisse n'a été exporté vers ce pays. A noter que l'Union européenne a également ordonné un embargo sur les biens d'équipement militaires à l'encontre du Soudan du Sud.

Ces différentes sanctions de l'ONU font suite au conflit ethnique, aux graves violations des droits de l'homme ainsi qu'à la crise politique et humanitaire auxquels la République du Soudan du Sud est confrontée depuis près de deux ans. En décembre 2013, le président, Salva Kiir, accusait publiquement l'ancien vice-président, Riek Machar, d'avoir fomenté un coup d'Etat visant à le renverser. Suite à cette annonce, le Soudan du Sud est devenu le théâtre de violents affrontements entre les partisans du président et de l'ancien vice-président.

Ethiopie : La Suisse et l'Ethiopie ont signé, fin juillet dernier, à Addis Abeba, un accord-cadre sur l'aide humanitaire, et la coopération technique et financière. Entré immédiatement en vigueur, il prévoit une coopération renforcée entre les deux pays, dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources naturelles, du développement social, de la protection des réfugiés et des déplacés internes.

Avec cet accord-cadre, les deux pays mettent à jour et complètent les bases légales de l'aide humanitaire et de leur coopération technique et financière, destinées aux populations démunies. Il facilitera, entre autres, la mise en œuvre de programmes et de projets suisses en Ethiopie, notamment ceux portant sur l'importation et l'utilisation de certains biens ou l'affectation d'experts.

L'accord entre dans le cadre du message sur la coopération internationale 2013-2016, et conformément à la décision suisse de 2013, de renforcer son engagement dans les Etats fragiles, telle que la Corne de l'Afrique. Il est d'ailleurs prévu de développer la coopération suisse à long terme, dans l'optique de la stratégie régionale du Conseil fédéral pour la Corne de l'Afrique.

En 2014, la Suisse avait consacré environ 8,4 millions CHF (5,100 milliards de francs CFA) à l'aide humanitaire et à des projets de développement en Ethiopie. Elle prévoit d'augmenter progressivement cette enveloppe, jusqu'à 10 millions CHF (6 milliards de francs CFA) par an, au cours des prochaines années. Ces financements sont destinés à aider la population rurale des régions sèches du sud et du sud-est de l'Ethiopie, à mieux résister aux catastrophes naturelles périodiques, et à mieux utiliser et protéger leurs ressources naturelles.

La Suisse apporte aussi son soutien au renforcement des systèmes de santé humaine et vétérinaire dans des communautés pastorales, aide à l'amélioration des méthodes de stockage de produits agricoles et à la protection des déplacés.

L'accord-cadre a été signé par le Directeur de la Direction du développement et de la coopération (DDC), M. Manuel Sager, et le ministre d'Etat éthiopien des Finances et du développement économique, M. Ahmed Shide.

Burundi : M. Pascal Couchepin, ancien Conseiller fédéral, nommé envoyé spécial de la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour le Burundi, a effectué une mission de 5 jours (3-7 septembre) à Bujumbura. Cette mission avait pour but de contribuer à une recherche de solution à la crise politique qui divise le pays, depuis avril, suite à la controverse autour d'une nouvelle candidature du président Pierre Nkurunziza. Pour ses partisans, la Constitution l'autorise à briguer un nouveau mandant. En revanche, pour ses adversaires, il n'en a pas le droit. C'est dans ces conditions qu'il a été réélu, le 23 juillet, pour un nouveau mandant de 5 ans, accentuant la crise dans le pays. M. Couchepin avait donc mission de rencontrer les hommes politiques burundais des deux parties, pour discuter avec eux, d'une solution de sortie de crise, par des recommandations «constructives» susceptibles de ramener la paix dans le pays. Début juin déjà, il s'était rendu une première fois au Burundi. A l'issue de cette première mission, il avait reconnu l'existence de problèmes d' ordre politique, juridique et institutionnel, tout en estimant que la situation politique burundaise était dans «l'impasse».

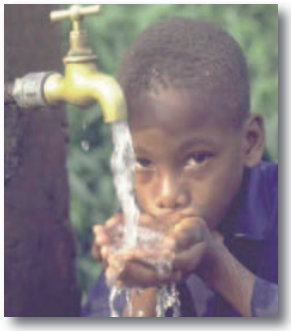
EAU

CONFLITS AUTOUR DE L'EAU

La Suisse met en place une diplomatie «bleue»

La Suisse, soutenue par d'autres pays, lancera en novembre à Genève, les travaux d'un groupe d'experts internationaux, chargé de faire des propositions pouvant aider à prévenir des conflits liés à l'accès à l'eau. Elles permettront aussi d'encourager la promotion de la paix à travers la résolution des problèmes liées à l'eau, a annoncé le Chef du Département fédéral des Affaires étrangères (Ministre), M. Didier Burkhalter, le 14 septembre.

Dans une intervention au 23e Forum économique et environnemental de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Prague (République Tchéque), il a rappelé l'importance de la place de l'eau dans la politique étrangère de la Suisse. La Suisse, a-t-il souligné, considère la problématique de l'eau comme un pilier stratégique de ses efforts, afin de promouvoir la paix et la sécurité dans le monde. «L'eau peut être non seulement une source de conflits, mais elle peut également constituer une opportunité de coopération», a-t-il ajouté. Il a évoqué, à cet égard, les «lignes d'action sur l'eau et la sécurité du DFAE» qui présentent les différents outils mis en œuvre par la Suisse pour transformer l'eau en instrument de coopération.



Défis

L'accès à l'eau est en effet un défi sécuritaire de première importance pour la sécurité de la planète. Les hydrologues, pour ne prendre qu'un exemple, prévoient que la capitale du Yémen, Sanaa, aura épuisé ses ressources en eau d'ici à 2025, ce qui ferait d'elle la première capitale au monde à connaître une telle situation. Pas étonnant dès lors que le prince de Jordanie, Hassan ben Talal, ait récemment déclaré que «l'absence d'eau est la plus importante et la plus efficace arme de destruction massive».

Pour M. Burkhalter, la demande en eau sur la planète va augmenter de 55% d'ici à 2030 et l'accès à l'eau posera de graves problèmes à de nombreux pays et régions.

Diplomatie «bleue»

«La question de l'eau et de son impact sur la sécurité est une des priorités de la politique étrangère de la Suisse», a ajouté Didier Burkhalter qui a annoncé que la Suisse s'est dotée de lignes d'action «eau et sécurité» qui guideront l'activité future du DFAE en la matière. Ces lignes d'action présentent les différents outils mis en œuvre par la Suisse pour transformer l'eau en instrument de coopération ainsi que les initiatives à venir dans ce domaine.

La Suisse poursuit une «Blue diplomacy» depuis de nombreuses années sur plusieurs continents. Cela consiste notamment à offrir aux pays en développement une aide pour mieux gérer et exploiter leurs ressources hydriques et pour atténuer les conflits ou tensions engendrés par leur partage. M. Burkhalter a ainsi cité l'Asie centrale où l'utilisation des ressources en eau est un défi en matière de développement, de promotion de la paix et de la sécurité dans la région. A la demande de cinq pays d'Asie centrale, la Suisse conduit une initiative hydro-diplomatique et a désigné un envoyé spécial chargé de faciliter le dialogue entre les différents Etats et de contribuer à la création d'un mécanisme permettant une gestion rationnelle de l'eau dans la région.

PKL (avec info/DFAE)

Prêt à l'ONU : Le Conseil fédéral a décidé d'accorder à l'ONU, un prêt sans intérêt de 400 millions de CHF (plus de 240 milliards de Francs CFA) pour la rénovation du siège de l'organisation à Genève. Le gouvernement suisse a annoncé cette décision, à l'issue de sa séance du 11 septembre 2015. Elle est conforme à la politique à l'égard de l'ONU et à la politique d'Etat hôte de la Suisse. Depuis sa construction dans les années 30, le siège européen de l'ONU à Genève, connu sous l'appellation de Palais des Nations, n'a jamais été complètement rénové. Compte tenu de l'urgence et du coût des réparations toujours plus fréquentes à apporter au complexe, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban-Ki Moon, a présenté aux Etats membres de l'organisation, un plan pour sa rénovation complète dit «Plan stratégique pour la préservation du patrimoine du Palais des Nations» (PSPPPN), pour un coût global de 837 millions de CHF (502,5 milliards de francs CFA). La Suisse (à savoir la Confédération ainsi que le canton et la ville de Genève) soutient ainsi l'ONU, en lui accordant ce prêt. Le PSPPPN, son budget et le prêt suisse devraient, toutefois, encore être encore approuvés par le conseil de sécurité de l'ONU, d'ici à la fin de l'année, afin que les travaux puissent démarrer comme prévu dans le courant de l'année 2017. Ils s'étendront sur huit ans.

LO

Côte-d'Ivoire

La Suisse a inauguré, le 24 septembre dernier à Abidjan, le siège de sa nouvelle Ambassade dans le pays. Outre la Côte-d'Ivoire, cette représentation suisse couvre le Burkina Faso, la Guinée (Conakry), le Liberia, et la Sierra-Leone.

Ce déménagement entend contribuer au renforcement de la présence de ce pays d'Europe de l'ouest en Côte d'Ivoire. Il démontre, dans le même temps, la solide relation qu'entretiennent les deux nations. La Suisse et la Côte-d'Ivoire entretiennent des relations diplomatiques «amicales», depuis l'indépendance du pays, en 1960. Selon le site du DFAE (www.dfae.admin.ch), la Suisse a apporté une contribution importante au développement du secteur alimentaire et de l'infrastructure; elle joue également un rôle important en tant qu'investisseur et dans le domaine de l'aide humanitaire.

IC

ENFANT

PARTENARIAT SUISSE-AFRIQUE

Un certificat en protection des droits de l'enfant en Afrique de l'ouest et du centre

Mme Paola Riva Gapany, est directrice de l'Institut international des droits de l'enfant, basé à Sion. Cet institut travaille en Europe, un peu partout dans le monde, ainsi qu'en Afrique de l'ouest, particulièrement avec le Sénégal. Elle répond aux questions du magazine Reflets.

Le magazine Reflets : Après un premier programme de formation de formateurs en justice juvénile votre institut, l'Institut des droits de l'enfant de Sion a lancé en mai dernier, un nouveau programme de formation sur les droits de l'enfant. De manière précise, quelles sont les activités de cet institut ?

Paola Riva Gapany : L'institut a pour activités, la sensibilisation, la formation, et l'action sur le terrain. Actuellement en Afrique, nous avons développé, au Sénégal une formation pour des professionnels qui travaillent pour les enfants de plus de 14 pays de l'Afrique de l'ouest et du centre. Ce sont des professionnels issus de la société civile, des Organisations non gouvernementales (ONG), des universités, du secteur privé, de la justice, des pénitenciers, ainsi que d'organisations internationales, telle que l'UNICEF. Ils se retrouvent trois semaines par année à Dakar, pour suivre une formation aux droits de l'enfant.

Le premier module a commencé en mai dernier sur le thème : «la Convention de l'ONU sur les droits de l'enfant, et la Charte africaine du droit et bien –être de l'enfant», avec des spécificités sur la violence de l'enfant.

En août, nous avons eu un deuxième module sur «les enfants en mouvement», puis, en octobre ou novembre, nous aurons un troisième et dernier module qui sera consacré à la justice juvénile.

LMR : Toutes ces formations ont un lien commun avec l'enfant. Est-ce que c'est parce que c'est en rapport avec les activités de votre institut ou alors, y a-t-il une autre raison qui explique ce choix de formation ?

PRG : C'est un immense besoin pour les pays africains, de se former. Nous avons constaté qu'il y a certes des professionnels qui connaissent très bien la situation des enfants, développent des programmes très intéressants dans leur pays. Mais, ce qu'il faut maintenant, c'est de les aider à capitaliser toute cette connaissance pratique, et hausser la formation à un niveau académique. C'est pour cela que nous offrons un diplôme, qui est un certificat en protection des droits de l'enfant, que nous avons mis en place avec l'Université de Genève et le Centre de Formation Judiciaire (CFJ) à Dakar, afin de rendre académique, toutes leurs expériences acquises sur le terrain depuis, pour ces professionnels hors pair.

LMR : Y a-t-il des actions de formation de cette nature de votre institut dans d'autres régions d'Afrique ?

PRG : Non, mais en Afrique du Nord nous venons de terminer une formation en justice juvénile pour des magistrats et tous les acteurs du tribunal des mineurs en Algérie. Nous espérons et souhaitons, c'est un vœu, mais nous y travaillons dur, pour pouvoir développer exactement un diplôme comme nous le faisons en Afrique de l'Ouest, pour la région de l'Afrique du Nord. Nous espérons la dupliquer, de sorte à pouvoir rassembler sur ce thème, tous les pays d'Afrique du Nord.

LMR : Les participants à ces sessions de formation sont des spécialistes de l'enfance. Au regard des échanges que vous avez avec eux, quelle est la situation des enfants en Afrique de l'Ouest et centrale ?

PRG : Ce qui m'a frappé, lors des discussions que nous avons eues avec les participants au premier cours, c'est qu'il y a une perte des valeurs et des repères dans la société africaine. Cela m'a particulièrement interpellé, puisque c'est exactement ce que nous vivons aussi en Europe : la perte des valeurs, le déracinement. Cette perte d'identité est donc quelque chose de commun que nous partageons, vous, en Afrique et nous en Europe. Nous nous trouvons maintenant dans un monde de globalisation. L'enfant, dans le contexte de notre formation surtout l'enfant africain, a du mal à s'y trouver.

Il s'y ajoute que c'est un enfant qui est aussi beaucoup en mouvement, avec par exemple les drames de la migration. Il bouge beaucoup. Et quand un enfant bouge beaucoup, il n'est malheureusement parfois pas accompagné de ses parents qui sont les gardiens de son bon développement spirituel, physique et moral. La question de l'enfant en mouvement est donc un challenge. C'est l'un des grands défis !

LMR : En plus de la migration, il y a aussi le problème de l'éducation de l'enfant en Afrique.

PRG : Il y a bien sûr la question de l'éducation, surtout l'éducation des enfants appartenant à des groupes vulnérables en particulier les filles et les enfants en situation de handicap. Même si on a accompli des progrès dans ce domaine, notamment dans le domaine de l'éducation primaire, il n'en demeure pas moins que les filles, malheureusement, sont plus souvent absentes dans les programmes secondaires, voire universitaires que les garçons. Quant aux enfants en situation de handicap, ils sont dans certains pays tout simplement inexistants du point de vue éducatif. Leur droit à l'éducation leur est tout simplement dénié. Oui, nous avons donc beaucoup à faire par rapport à l'éducation des enfants, mais aussi par rapport à l'éducation des professionnels qui s'en occupent !

Propos recueillis par lbc

CAFÉ

Nespresso poursuit son expansion en Afrique

Le Groupe Nespresso poursuit son expansion en Afrique. Déjà présent, depuis 10 ans, dans plusieurs pays du continent : Afrique du Sud, Egypte, Maroc, Algérie, Ghana, Côte d'Ivoire, et au Sénégal depuis juin 2015. Début 2016, une nouvelle boutique Nespresso verra le jour à Libreville au Gabon.

Les boutiques Nespresso sont des lieux de rencontres «uniques» avec des spécialistes café qui conseillent les amateurs sur une gamme de 23 Grands crus, ainsi que sur les machines design, et sur les autres accessoires café. Appelés aussi «Club Nespresso», ces lieux offrent l'assurance d'un service allant de la livraison à la réparation des machines à café.

A Dubaï, aux Emirats Arabes Unis, siège du bureau régional de Nespresso Moyen-orient, Afrique et Caraïbes, c'est un bilan «globalement très positif» que ses responsables tirent de la présence du groupe en Afrique, malgré «certaines» difficultés.

Le groupe «ne communique pas» sur les chiffres d'affaires par pays ou par région, mais se félicite quand même de ses «activités» en Afrique. «L'expansion va continuer dans le continent, nous voyons un potentiel à moyen et long termes sur le continent, et un nombre croissant de consommateurs» déclarent-ils au magazine Reflets Suisse-Afrique.

Dans la stratégie de croissance du groupe en Afrique, ses dirigeants accordent la priorité aux pays ayant déjà une «culture» de consommation de café, même s'ils reconnaissent que «les choses ne vont pas toujours aussi vite» qu'ils voudraient.

De ces obstacles, ils tirent comme «principale leçon», la nécessité pour le groupe, de «s'adapter» aux réalités locales. «Nous sommes présents pour délivrer aux amoureux de café de qualité, l'expérience qu'ils méritent», font-ils remarquer, avant de poursuivre : «nous sommes présents avec nos deux gammes de produits, pour les foyers et les professionnels». A ces deux gammes s'ajoute celle de leurs Grands Crus, ainsi que des services aux consommateurs, telle que la possibilité de passer commande par téléphone et se faire livrer, ou la réparation de machine.

Capsules de café Suluja ti Sud-Soudan

A noter que le 7 octobre dernier, Nespresso a lancé le premier café exporté du Sud-Soudan, devenant ainsi la première exportation hors pétrole significative, du pays. Ce qui permettra à toute une génération, de travailler pour reconstruire l'industrie du café, détruite par la lutte armée pour l'indépendance.

Etiqueté «Capsules de café Suluja ti Sud-Soudan», ce café sera vendu aux membres du Club Nespresso de France en quantité limitée. La marque ne prévoit pas de faire un retour sur le café pendant plusieurs années, jusqu'à ce que les niveaux de production augmentent.

IK

CHOCOLAT

Le marché africain s'ouvre davantage aux produits chocolatiers suisses : plus de 16% de croissance

La Fédération de l'industrie alimentaire suisse (FIAL) a organisé sa traditionnelle journée de l'industrie alimentaire suisse, le 31 août dernier. Une occasion pour le magazine Reflets de s'intéresser aux liens entre l'industrie suisse du chocolat et l'Afrique. Voici les résultats de nos recherches.

Le marché africain du chocolat est encourageant pour l'industrie suisse du chocolat. La part de l'Afrique dans le marché mondial du chocolat, est certes modeste, puisqu'elle ne représente que 1%. Mais, les perspectives de croissance pour les exportations suisses de produits chocolatiers sont bonnes.

Selon l'enquête du magazine Reflets auprès de CHOCOSUISSE, la fédération suisse des fabricants de produits chocolatiers, en 2014, le volume total des exportations vers l'Afrique a été d'environ 1'315 tonnes, dont 40 % à destination de l'Afrique du Sud. Ce qui correspondant à un chiffre d'affaires de 8 millions de CHF (4,8 milliards de francs CFA).

L'Afrique du Sud est donc le principal client des industriels suisses du chocolat. Rien qu'en 2014, le pays a importé quelque 450 tonnes de produits chocolatiers. La Tunisie, l'Egypte et l'Algérie suivent avec près de 150 tonnes de produits chocolatiers suisses exportés vers chacun de ces pays, toujours en 2014.

Durant les dix dernières années, les marchés africains pour les produits de fabricants suisses de chocolat ont affiché une croissance de 16 %. L'ensemble des exportations de produits chocolatiers suisses ont crû d'environ 40 %, et le nombre de destinations africaines a progressé de 19 à 23 pays, dans le même temps. Dans leur ensemble, les fabricants suisses de chocolat ont des liens avec l'Afrique, puisqu'ils importent de ce continent, le cacao, la matière première qui entre dans la fabrication des produits de chocolat. Le Ghana et la Côte- d'Ivoire ont assuré à eux seuls, l'année dernière, près 67 % de l'approvisionnement en fèves de cacao des fabricants de produits suisses.

IC

AFRIQUE DE L'OUEST

AXA suisse fait son entrée dans les secteur des services publics de l'eau et de l'électricité

AXA Suisse, s'est jointe aux filiales AXA en Italie et en France pour prendre une participation de 18,6% dans le capital de Eranove. Cette entreprise française de Bouygues SA est leader dans les services publics en Afrique de l'Ouest, ayant des activités dans la production, le transport et la distribution d'énergie, ainsi que dans la production et la distribution d'eau.

AXA Suisse et ses partenaires italien et français ont

Eranove opère principalement en Côte d'Ivoire et au Sénégal, par le biais de plusieurs concessions telles que la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), la Société de distribution des eaux de Côte-d'Ivoire (SODECI, la Sénégalaise des eaux (SDE) et la la Compagnie ivoirienne de production d'électricité, est un producteur indépendant d'électricité (CIPREL), un producteur d'électricité indépendant. En 2014, Eranove a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 430 millions d'euros, issu de la vente d'eau et d'électricité à respectivement 1,4 et 1,3 million de clients.

Dans un contexte d'accélération de ses investissements dans des projets d'infrastructures, cet investissement destiné à soutenir la croissance d'Eranove permettra au Groupe AXA d'augmenter l'exposition de son portefeuille d'actifs au marché en plein essor des services publics en Afrique et confirme sa décision d'augmenter ses investissements en infrastructures via AXA Investment Managers.

En Afrique, plus de 300 millions de personnes continuent d'utiliser des points d'eau potable non-améliorés2, et plus de 500 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité3. Avec un PIB en forte croissance ainsi qu'une population et un taux d'urbanisation en hausse, les besoins du continent africain en termes de capacités de production sont significatifs aussi bien sur le court que sur le long terme.

LMR

Partenariat entre l'université de Fribourg et l'UMT de Kinshasa

L'université de Fribourg a apporté un soutien matériel de 85 ordinateurs, 42 PC et des accessoires informatiques à l'Université Malembe Tamandiak de Kinshasa (UMT), dans le cadre du partenariat entre les deux institutions. Ce don, remis à Kinshasa, le 28 août aux bénéficiaires, un premier lot qui va contribuer à améliorer la qualité des enseignements à l'UMT, une université privée, notamment la filière des sciences informatiques. Anciennement dénommée Institut facultaire de gestion (IFAG), l'UMT fait partie des établissements privés de l'enseignement supérieur et universitaire de la république Démocratique du Congo qui appliquent le système LMD (Licence, Master et Doctorat). Ce système a été adopté par les pays européens signataires du Traité de Bologne, et s'inspire lui-même du schéma anglo-américain.

ENVIRONNEMENT

APPROCHE STRATÉGIQUE DE LA GESTION INTERNATIONALE DES PRODUITS CHIMIQUES

Bilan de la 4e conférence de Genève

La 4e conférence internationale sur la gestion des produits chimiques s'est tenue à Genève du 28 septembre au 2 octobre 2015. Cette instance est l'organe décisionnel de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (ASGPC) ou en anglais : Strategic approach to international chemicals management (SAICM). Elle offre un cadre politique à de nombreux instruments internationaux et se propose de réduire, d'ici à 2020, les risques pour la santé humaine et l'environnement, liés aux produits chimiques. Il s'agit, en fait, d'ici à cette échéance, de ne produire et de n'utiliser que des produits chimiques dont les impacts sur l'environnement et la santé humaine sont minimes.

Adoptée en 2006 grâce à l'engagement soutenu de la Suisse dans le cadre du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement), cette stratégie coordonne plusieurs secteurs (environnement, économie, agriculture, emploi, santé et développement) et favorise les synergies. La 4e conférence de Genève visait avant tout, de définir les priorités pendant les 5 prochaines années. Elle a ainsi permis de fixer les priorités de l'ASGPC/SAICM jusqu'en 2020, et de discuter de l'avenir de la stratégie, après cette échéance.

Priorités

La lutte contre le plomb dans les peintures, les substances chimiques dans les produits, les nanomatériaux et les substances dangereuses dans les appareils électriques et électroniques sont les priorités de la stratégie d'ici à 2020. La Suisse œuvre en faveur d'un élargissement de la stratégie aux résidus médicamenteux persistant dans l'environnement et les pesticides qui présentent des risques élevés. Berne tient aussi à ce que le secteur de la santé s'investisse davantage dans la mise en œuvre de la stratégie.

La stratégie devrait en outre continuer à servir de plateforme pour la question des nanotechnologies. Les projets dans ce domaine pourraient ainsi avoir accès au Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Post- 2020

La Suisse travaille à mettre en place d'ici à 2020 un processus d'évaluation efficace et à définir le rôle et les fonctions de la stratégie pour la période après 2020. Car, elle estime que l'ASGPC/SAICM a un rôle prépondérant à jouer dans la mise en œuvre des Objectifs pour le développement durable (ODD) de l'ONU en ce qui concerne la gestion nationale et internationale des déchets et des produits chimiques.

La Suisse approuve, en outre, le renoncement à un mécanisme de financement interne et l'utilisation de sources de financement existantes, comme le FEM et d'autres organisations internationales et agences de développement, les budgets nationaux et le programme de renforcement des institutions nationales de gestion des produits chimiques et des déchets.

PO

ETUDIANTS D'AFRIQUE EN SUISSE

Près de 1'700 au total recensés dans les universités helvétiques en 2012-2013

La Suisse comptait 1'681 étudiants africains dans ses hautes écoles, lors de l'année académique 2012-2013, soit 6% du nombre total d'étudiants internationaux dans le pays, indique une enquête de l'Office fédéral de la statistique (OFS) sur « Les étudiant-e-s internationaux dans les hautes écoles suisses », publiée le 29 septembre 2015.

Selon l'enquête qui visait à déterminer « la situation sociale et économique des étudiant-e-s (SSEE) », deux pays d'Afrique du Nord avaient le plus grand nombre d'étudiants durant cette période. Il s'agit du Maroc (368) et de la Tunisie : 317 étudiants.

Au Sud du Sahara, le Cameroun arrive en tête, avec 141 étudiants, suivi d'un autre pays d'Afrique du Nord, l'Egypte: 92 étudiants, et d'un pays de l'Afrique de l'ouest, le Sénégal : 90 ressortissants.

A ceux-ci, s'ajoutent l'Algérie (83), Madagascar (55), l'Afrique du Sud : 54, la Côte-d'Ivoire : 43, la République démocratique du Congo : 41, le Nigeria (36), le Burkina Faso (36) et le Togo (33). Les autres pays du continent : Seychelles, Bénin, Ghana, Mali, Kenya, entre autres, totalisent de 292 étudiants.

Echantillon

L'enquête sur la situation sociale et économique des étudiants recense les conditions de vie et d'études dans les hautes écoles suisses. L'étude est réalisée par l'OFS, sur mandat du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI.

Le rapport décrit la situation des étudiants internationaux dans les hautes écoles suisses et la compare à celle des étudiants autochtones. Il distingue ce faisant trois types d'étudiant-e-s internationaux: les étudiants mobiles immatriculés, les étudiants frontaliers et les suisses de l'étranger. Il présente par ailleurs la situation des étudiants selon leur provenance.

L'enquête a été réalisée sur la base d'un échantillon représentatif d'environ 26'000 personnes (10'000 étudiants des universités et 16'000 étudiants des hautes écoles spécialisées et pédagogiques). Le taux de participation s'est élevé à 71% (taux de participation par haute école).

Objectif

Elle a porté sur les points suivants : composition sociale, cursus de formation, activités lucratives, logement, financement des études, bourses et prêts d'études, mobilité.

Elle était justifiée par la nécessité, pour les autorités suisses, de disposer d'une vision la plus complète possible, du fait des conditions sociales et économiques des étudiant-e-s des hautes écoles qui se posent de manière de plus en plus régulière, notamment dans le contexte des changements apportés par le système de Bologne. Elle représente, de ce fait, un outil précieux, car elle fournit des données complètes, fiables et actuelles sur les principaux aspects touchant aux conditions de vie et d'études des étudiant-e-s des hautes écoles.

L'enquête était de type « quantitatif », basée sur un questionnaire en ligne. Elle a déjà été conduite trois fois avec succès, en 2005, 2009 et en 2013. Elle sera répétée en 2016.

ZTY

MADAGASCAR

LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON DES MÉDICAMENTS

Pharmelp équipe l'université d'Antananarivo d'un appareil de détection de faux médicaments

Une équipe de Pharmelp (www.pharmelp.ch), association suisse dont le but est le contrôle de la qualité et le dépistage des médicaments contrefaits ou contrefaçons pharmaceutiques, a doté l'Université d'Antananarivo, à Madagascar, d'un appareil de contrôle de la qualité des médicaments. Appelé aussi appareil d'analyses par Electrophorèse Capillaire (ECB), il permettra de procéder, de manière rigoureuse, au contrôle des médicaments.

L'appareil est installé au département de Pharmacie de la faculté de médecine de l'Université d'Antananarivo. Outre le suivi de la qualité des médicaments, il a la compétence de pouvoir délivrer une formation aux étudiants de niveau Master et de permettre le développement de thèses de doctorat sur cette problématique. Le responsable du département de pharmacie, le Professeur Guy Emmanuel Raoelison et son équipe sont responsables de ce projet.

Le Prof Guy Raoelison devant l'ECB de Pharmelp

La mission de l'équipe de Pharmelp était conduite par le Proffesseur Claude Rohrbasser, président de l'association. Elle a été menée en collaboration avec l'Ecole de pharmacie des Universités de Genève et Lausanne (EPGL, Suisse) et l'Organisation non gouvernementale suisse, Pharmaciens sans Frontières (PSF).

Le projet a été initié en 2014 par Pharmaciens Sans Frontières Suisse, en collaboration avec l'actuel doyen de la faculté de médecine, le Pr Luc Samison. PSF travaille activement à Madagascar, au soutien des dispensaires d'Aina Vao et de Mahasoa à Mahajanga depuis 2006. Elle a élargi récemment ses activités au développement du secteur pharmaceutique et à la formation des étudiants en pharmacie, à l'Université d'Antananarivo.

En Afrique, l'association Pharmelp est déjà active au Mali, au Sénégal, au Rwanda et en République Démocratique du Congo. Cette année, c'est avec Madagascar qu'elle a signé un accord de collaboration.

Le marché des contrefaçons pharmaceutiques est en pleine expansion dans le monde. Si les pays émergents et en voie de développement sont les plus touchés, les pays riches sont également vulnérables par l'intermédiaire des marchés internet et de pharmacies en ligne peu scrupuleuses. Pour l'instant, Madagascar, en tant qu'île, est moins vulnérable que la plupart des pays africains, mais le danger est bien là.

JK

NUTRITION

Nestlé soutient un cadre de travail favorable à l'allaitement

Nestlé Région Afrique Centrale et de l'Ouest (CWAR) a mis en place une nouveau cadre de travail favorable à l'allaitement maternel des bébés. Ce cadre est conçu pour soutenir les employés et leurs enfants dans tous les sites du groupe dans la région. Elle réaffirme aussi le soutien du groupe aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sur l'allaitement maternel exclusivement pendant les six premiers mois de l'enfant, avant d'introduire des aliments de complément nutritifs adaptés, tout en poursuivant l'allaitement jusqu'aux deux ans de l'enfant et au-delà.

« Nous nous sommes engagés à améliorer la qualité de vie des gens dans le monde entier. Cela commence par nos employés et leurs familles », a déclaré M. Kais Marzouki, Chef de Marché de Nestlé CWAR.

« Nous savons que les 1'000 premiers jours de la vie, de la conception de l'enfant à ses deux ans, offrent une fenêtre d'opportunités uniques pour assurer sa croissance et son développement optimal à court terme et sa santé à long terme, a-t-il ajouté.

LAIT

Prix suisse de la nutrition 2015 de Nestlé attribué aux vertus du lait de vache

Le lait de vache cru protège les jeunes enfants des infections respiratoires. Ce travail d'un chercheur suisse liant l'alimentaire à la santé est l'un des deux travaux primés le 27 août dernier à Berne, par le Prix Nestlé Suisse de la nutrition 2015, lors du Congrès national de la Société suisse de nutrition.

Le Prix de la recherche scientifique est d'un montant de 15'000 CHF (9 millions de francs CFA). La recherche a démontré que la consommation de lait de vache non traité (cru) réduit de 30% le risque de développer des infections respiratoires chez les jeunes enfants. Des résultats prometteurs dans le développement de stratégies de prévention notamment de l'asthme.

Pour la première fois une étude menée par un groupe d'épidémiologistes, pédiatres, nutritionnistes et statisticiens autour de Georg Loss à l'Institut tropical et de santé publique suisse de Bâle démontre que certains composants du lait de vache cru, qui ne sont pas présents dans le lait chauffé ou autrement transformé, protègent contre les infections respiratoires et l'inflammation de l'oreille en début de vie. Les enfants qui en ont consommé dans la première année de leur vie montrent en outre un statut inflammatoire globalement inférieur à l'âge d'un an. Ces facteurs jouent un rôle important dans le développement de l'asthme : la mise en évidence de cet effet protecteur du lait est prometteuse.

Les chercheurs espèrent voir le développement de nouvelles méthodes de traitement pour produire un lait sans risque du point de vue microbiologique mais contenant encore ces précieux composants du lait. Un produit d'une grande utilité publique en ce qui concerne les infections respiratoires de l'enfant et peut-être le développement ultérieur de maladies respiratoires sévères. Ainsi, une stratégie de prévention basée sur une nourriture saine et bien tolérée pourrait être efficace sans changements importants du style de vie. Il convient de relever qu'il s'agit ici d'une étude scientifique avec d'intéressants éléments d'observation. Il n'y a cependant pas de changements dans les recommandations nutritionnelles actuelles.

Le Prix Nestlé Suisse de la Nutrition est décerné depuis plus de 10 ans. La recherche sur l'alimentation est au coeur des activités de Nestlé. Pour promouvoir ces efforts au-delà de ses propres centres de recherche, Nestlé Suisse a créé le Prix de la Nutrition. Depuis plus de 10 ans, trois prix sont décernés à des chercheurs indépendants en Suisse pour soutenir des projets dans le domaine de la nutrition et de la prévention.

LMR (avec Nestlé CWAR et obs/Nestlé Suisse S.A)

COMMERCE

ANGOLA

La ministre du Commerce en visite à Webcor Group Genève

La ministre angolaise du Commerce, Mme Rosa Pacavira, a effectué, mercredi 23 septembre dernier, une visite aux installations de l'entreprise suisse Webcor Group, dont l'Angola est l'un de ses marchés principaux dans l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Durant la visite, la ministre a reçu des explications sur l'activité de ce groupe commercial qui opère en Angola il y a plus de 20 ans en collaboration avec Angolissar, une des plus grandes entreprises de distribution des aliments dans le pays.

Pour M. Philipe Beck, membre de l'Exécutif, le groupe a un flux très fort d'affaires, surtout en Afrique, devenant en ce moment le plus grand fournisseur des produits à l'Angola, principalement ceux du panier de la ménagère.

Il a indiqué que Webcor Group qui est implantée en Afrique depuis 1979, exporte vers l'Angola un tiers des produits de première nécessité, commercialisés par l'entreprise Angoalissar, notamment l'huile végétale, du sucre, de la farine de maïs, farine de blé et du riz.

Selon ce gestionnaire, la plupart des produits exportés vers l'Afrique, notamment pour l'Angola, sont fabriqués dans divers pays d'origine où ils sont implantés, assurant leur gestion depuis la commande jusqu'au client.

Mme Rosa pacavira séjournait à Genève dans le cadre du IIe examen de la politique commerciale de l'Angola, le mardi 22 septembre. Elle était accompagnée de la secrétaire d'Etat angolaise à la coopération, Mme Angela Bragança.

Basé à Genève, Webcor Group est spécialisé dans la distribution de biens de grande consommation. Il est présent en Angola, à travers une filiale locale: AngoAlissar. Créée en 1992, celle-ci emploie 2'248 personnes. Elle est présente dans toutes les régions angolaises.

ANGOP

Tunisie

La Suisse a accordé à la Tunisie, une subvention non remboursable de 20 millions de CHF (42 millions de dinars) destinée à appuyer des projets d'assainissement dans les régions de Tunis, de Kef et de Kasserine. Ce financement suisse aidera à mettre en place, pendant deux ans, des stations d'assainissement et à installer des réseaux d'assainissement dans les régions de Tajerouine au Kef, de Tala et Feriana à Kasserine. Elle aidera aussi à améliorer le système d'aération, dans la station de Chotrana 1 à l'Ariana.

L'accord de subvention a été signé le 28 octobre à Tunis, par la Secrétaire d'Etat suisse à l'Economie, Ineichen Fleish, et le ministre tunisien de l'Environnement, Nejib Derouiche.

LK

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

12,6 milliards de francs CFA de la Suisse au Fonds africain de développement

La Suisse a décidé, le 13 novembre dernier, de renforcer son engagement multilatéral en faveur des Etats fragiles d'Afrique. Elle va ainsi augmenter sa contribution en faveur du Fonds Africain de Développement (FAD) de 21 millions de francs (12,6 milliards de francs CFA), une partie intégrante de la Banque Africaine de Développement (BAD). Ces fonds sont destinés à renforcer les compétences de l'institution en matière de prise en compte des dimensions de fragilité et de conflits ainsi que de promotion de l'égalité des sexes.

Evoluant sur un cycle triennal (actuellement 2014-2016), le FAD a présenté ses résultats à l'occasion de sa revue à mi-parcours. Malgré un environnement des plus délicats (crise Ebola, chute des prix des matières premières), le FAD a su s'adapter afin de remplir ses engagements (investissements dans les infrastructures, en particulier les secteurs de l'énergie, de l'eau et des transports ; efficacité des processus opérationnels). La Suisse a dès lors décidé de procéder au versement d'une contribution supplémentaire. Négociée au début du cycle, celle-ci était en effet conditionnelle aux résultats obtenus par le Fonds. La Suisse souhaite ainsi renforcer les progrès importants du FAD en matière de prise en compte des dimensions de fragilité et de conflits ainsi que de promotion de l'égalité des sexes dans les projets élaborés par la BAD. Les inégalités entre les sexes ainsi que les conflits, la violence et la fragilité représentent en effet des obstacles importants au développement durable, à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Une telle contribution témoigne également de l'importance accrue de l'Afrique pour la coopération internationale de la Suisse. Elle renforce ainsi le FAD en vue de développer une croissance inclusive et durable dans les pays les plus pauvres du continent africain.

La Suisse est un partenaire de longue date du FAD. Partie intégrante du Groupe de la BAD, le FAD a pour vocation de faire reculer la pauvreté dans les pays membres régionaux les plus pauvres en contribuant à leur développement économique durable et à leur progrès social. Ses ressources - via des prêts à taux préférentiel - sont ainsi utilisées pour des pays à faibles revenus ayant un accès très limité aux marchés des capitaux. Il fournit également une assistance technique et des subventions non remboursables pour des projets de développement.

LMR (avec Seco)

MAROC

Plaidoyer pour un partenariat renforcé dans le domaine de l'énergie

Le directeur de l'Office fédéral de l'énergie, Walter Steinmann, a appelé au renforcement des relations de partenariat entre les opérateurs économiques de la Suisse et du Maroc, afin de promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie.

M. Steinmann s'exprimait lors d'une rencontre organisée par la Chambre de commerce suisse au Maroc sur le thème « Cleantech: transition énergétique et technologies propres ». Il a noté que le Maroc a réussi à encourager l'utilisation des énergies renouvelables et à améliorer l'efficacité énergétique.

Mettant en avant l'expérience de son pays en matière de promotion de l'énergie propre, le responsable suisse a expliqué que la stratégie suisse dans ce domaine s'étend jusqu'en 2050 et vise à éliminer progressivement l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la remplacer par des énergies alternatives propres, tout en réduisant la consommation des combustibles fossiles par l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement de sources d'énergie renouvelables.

De son côté, le président de la Chambre de commerce suisse au Maroc, Sami Zerelli, a indiqué que pour faire face aux défis majeurs dans le domaine de l'énergie, les deux pays doivent renforcer leur partenariat, déjà solide, pour assurer la transition énergétique et rechercher des moyens novateurs pour fournir l'énergie intelligente sans entraver la croissance économique.

M. Zerelli a salué, par la mêmeoccasion, les efforts consentis par le Maroc dans le domaine de l'énergie, faisant part de la disposition de la Suisse à mettre son expertise et ses compétences en la matière à la disposition des opérateurs marocains des secteurs public et privé.

Intervenant à cette occasion, Mme Sonia Mezzour, secrétaire générale de l'Agence nationale pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ADERE), a souligné que le Maroc œuvre, depuis 2009, pour le développement de la production d'énergies renouvelables en vue de réduire la dépendance énergétique, et ce à travers 7 axes principaux.

Ces axes, a-t-elle souligné, font de l'efficacité énergétique une base notamment pour renforcer la compétitivité et favoriser le développement social.

Par ailleurs, le ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement s'était entretenu avec M. Steinmann, en visite de travail au Maroc à la tête d'une forte délégation économique. Ces entretiens ont porté sur le développement de la coopération bilatérale dans les domaines de l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les réseaux électriques, le stockage des énergies et le développement des infrastructures énergétiques.

MAP

L'ÉCHEC DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

L'argent manque cruellement pour financer le développement des pays pauvres. Comment y remédier?

** Par Paul Grossrieder*

Du 13 au 16 juillet 2015 s'est tenue à Addis Abeba, la capitale éthiopienne, la 3e Conférence internationale sur le financement du développement. Les médias lui ont réservé un écho minimal et les autorités politiques des pays riches ne s'y sont pas rendues au plus haut niveau, à l'exception de Matteo Renzi.

Revenons sur cet événement pour comprendre son enjeu et exposer les problématiques au centre des débats. A cause de la crise économique, l'aide publique est en chute libre (0,36% du Produit intérieur brut - PIB - au lieu des 0,7 fixés par l'ONU en 1970 déjà). En clair, l'argent manque cruellement pour financer le développement des pays pauvres. Pour y remédier, les participants de la Conférence d'Addis Abeba se sont penchés sur la question fiscale nationale et internationale et son potentiel de nouveaux revenus.

Aujourd'hui, les impôts dans les pays riches représentent 34% du PIB, contre seulement 15% dans les pays pauvres. La raison principale de cet écart est que la plupart des citoyens de ces pays sont privés de moyens monétaires; un expert du département britannique du développement (DFID) estime pourtant que les gouvernements à court de revenus fiscaux pourraient améliorer leur situation en mettant en place un système de récolte des impôts plus efficace; au Rwanda, par exemple, le DFID est parvenu par ce biais à multiplier par 6,5 les revenus fiscaux. Autre aspect mis en avant par l'Africa Research Institute: en Afrique subsaharienne, les impôts sur la propriété ne rapportent actuellement qu'un minime de 0,5% du PIB.

Fraude fiscale

Cependant la plus grande source de revenus fiscaux pour les pays en développement devrait venir des multinationales installées dans ces pays, qui aujourd'hui sont souvent exemptées d'impôts. Les experts estiment la perte actuelle cumulée de ces revenus à 200 milliards de dollars. Pire encore, les fraudes dans les déclarations de transfert d'argent ont représenté en 2012 un manque à gagner de 990 milliards de dollars, selon le think tank Global Financial Integrity.

Etonnant silence des pays pauvres

Pour lutter contre l'évasion fiscale, l'optimisation fiscale et les fraudes diverses, des ONG ont à nouveau présenté à la Conférence le Tax Body, un projet vieux de plus de dix ans: il s'agit d'un organisme de contrôle fiscal intergouvernemental qui serait géré par l'ONU. Les gouvernements des pays riches ont une fois de plus refusé la création de cet organisme sous prétexte qu'il ne ferait qu'alourdir la bureaucratie onusienne. Cependant, au prochain G20, l'OCDE présentera un plan d'action (réunissant les 34 pays les plus riches du monde) appelé BEPS (Base Erosion and Profit Shifting), qui vise à réduire les possibilités d'optimisation fiscale dans les paradis fiscaux. Il faut espérer que cet organisme aura plus de succès que le Tax Body, ses objectifs étant plus limités.

Le plus étonnant est cependant le silence dans lequel se sont cantonnés les délégués gouvernementaux des pays les plus pauvres qui, par exemple, ne s'en sont pas pris aux partenariats internationaux sans réelle contrepartie. Un expert de l'ONU explique que ces délégués appartiennent souvent à des élites déconnectées de la vie réelle de leur peuple.

La triste conclusion à tirer de la Conférence d'Addis Abeba est le manque de volonté des gouvernements d'oeuvrer dans l'intérêt général des populations les plus pauvres. Une représentante de CCFD-Terre solidaire (Conférence catholique contre la faim et pour le développement) établit le constat suivant: «Le texte final [de la Conférence] donne carte blanche au secteur privé pour financer le développement sans contrepartie de responsabilité sociale et environnementale et, surtout, il maintient les privilèges des pays développés dans la gouvernance économique mondiale.» Il serait temps que la communauté internationale s'entende pour mettre fin à l'injustice fiscale internationale.

* Paul Grossrieder est ancien Directeur des opérations du CICR
Août 2015

NB : Les inter-tires sont de la rédaction

INTERVIEW
ENTRETIEN AVEC...

M. Alpha Dramé, ancien Conseiller municipal de Genève

M. Alpha Dramé a été pendant 12 ans, membre du Conseil municipal de Genève. Originaire de Guinée (Conakry), il a été élu pour la première fois en 2003 sur la liste des Verts (écologie) et a siégé sans discontinuité, au Conseil municipal de la Ville. A la dernière législature, il a décidé de ne pas se représenter, préférant se «reposer et passer à autre chose». Dans l'interview ci-dessous, il parle de son expérience politique et des leçons à tirer pour l'Afrique.

Le magazine Reflets : Comment l'africain que vous êtes, a siégé pendant plus d'une décennie de membre du Conseil municipal d'une ville européenne aussi importante que celle de Genève ?

Alpha Dramé: Je suis du parti des verts. J'ai défendu, et depuis toujours, les valeurs environnementales, écologiques, ainsi que tout ce qui est lié à la formation des jeunes et à leur insertion professionnelle. Ce sont les deux axes sur lesquels je me bats.

Je viens d'ailleurs de fonder l'Institut international d'écologie industrielle et d'économie verte, afin de pouvoir mobiliser ce potentiel pour les pays en voie de développement. Car, l'écologie industrielle est la solution, aujourd'hui, aux problèmes d'écologies, tant du point de vue mondial, mais aussi dans les pays en voie de développement. Puisqu'on devrait penser aujourd'hui en termes d'écosystèmes. Toutes les activités de notre planète doivent être pensées en termes d'écosystème. Par exemple, il faut « décarboniser » les flux d'énergies matières, gérer les déchets, dématérialiser l'économie. Ce sont trois axes déterminants qui doivent être pris en compte dans le cadre des politiques publiques. Notre institut va se spécialiser dans ces domaines, et ce sera l'un de mes combats.

LMR : Avec quel regard avez-vous été perçu au par les membres non africains de ce Conseil municipal de Genève pendant tout le temps que vous y avez siégé?

AD : Vous savez, la Suisse est un pays où les populations sont différentes les unes des autres. Le pays s'est bâti sur le consensus. On est suisse parce qu'on est différent. C'est un pays multiculturel. Il y a des allemands, des italiens, des français. Si ce n'était pas la Confédération, ils n'ont rien à faire ensemble. Mais c'est un pays où on vit avec la différence. Je suis suisse parce que je suis différent, et le fait que je sois africain, chapeaute mon africanité dans un milieu où on est habitué à voir la différence.

Quand on vient dans un pays, on s'intègre. On prend les valeurs de ce pays. J'ai étudié en Suisse. J'y suis marié et j'y vie. J'apporte mon africanité. A Genève, 70% de la population de cette ville a un parent d'origine étrangère. Nous, africains, nous sommes une nouvelle migration, mais nous avons notre petite place à Genève.

LMR : Vous étiez donc tout à fait à l'aise au Conseil municipal de la ville de Genève. Du point de vue Afrique, *dans quelle mesure votre expérience de conseiller municipal d'une ville comme Genève peut-elle profiter à l'Afrique, votre continent d'origine?*

AD : J'ai eu le privilège de siéger, en tant qu'homme politique et en tant que jeune et cadre africain, dans un conseil municipal d'un pays de la démocratie directe. L'apprentissage du jeu politique que j'ai eu là, me permet d'apprécier la juste valeur d'un pays qui entame un processus démocratique. Je peux être aussi porte-parole, pour dire oui, on peut vivre dans la contradiction et construire un projet de société, basé sur l'égalité et l'équité, ainsi que le respect des droits de l'homme. Prenons l'exemple du Sénégal. Si j'ose aller dans ce pays, je pourrais apprécier le jeu de pouvoir, parce que je l'aurais vécu. Il y a une différence entre vivre la démocratie et la lire ou l'étudier. Je suis diplômé de l'Ecole nationale d'administration suisse, ce qui fait donc, que j'ai bien étudié le système helvétique. Je suis très à l'aise de pouvoir le pratiquer.

Dans ce système helvétique, en effet, je retrouve le concept de l'arbre à palabre africain où quelque soit le problème qui nous opposait, nous pourrions nous retrouver autour d'un arbre, et conformément à des règles, nous arrivions à résoudre ce problème, en respectant la différence entre nous.

Je pense que ce que je peux apporter à l'Afrique, c'est de pouvoir participer, avec des projets comme l'apprentissage dual. Dans ce domaine, j'apporte mon expertise, en tant que suisse, mais d'origine africaine.

LMR : A partir de cette expérience toujours, quel peut être votre rôle dans la promotion de la démocratie et des droits de l'homme en Afrique ?

AD : Bien sûr que je peux jouer un rôle dans ce domaine. Ce qui est encore remarquable, c'est que nous sommes une nouvelle génération d'africains, avec un statut européen. Une nouvelle génération qui ne soit pas des fonctionnaires internationaux, en occident, qui vivons en Europe, mariés en Europe, et avons notre place dans la société. Nous ne sommes pas à l'assistance, ni au chômage. Nous avons une valeur intrinsèque reconnue. Nous sommes entièrement des européens. Nous sommes ainsi tout à fait capables de faire passer le message avec le code approprié face à nos gouvernements, parce que nous n'attendons rien en retour.

LMR : C'est dire donc que vous êtes loin du cadre africain classique en Europe ?

AD : Nous sortons du cadre classique de l'africain qui venait en Europe et qu'on ramenait en Afrique pour le nommer ministre. Ça ne nous intéresse pas. Quand nous nous adressons à un gouvernement africain, il n'ya pas d'attente derrière. Nous avons un privilège, car nous avons une certaine sécurité. Ce qui renforce la position de tous les mouvements démocratiques qui contestent, revendiquent face à une forme de partage de pouvoir. Nous pouvons donc dire et confirmer que c'est comme ça qu'on doit faire. Mais nous pouvons aussi leur rappeler qu'au-delà de toutes les divergences, la démocratie ne doit pas conduire à une guerre, mais à construire une paix. Nous avons ce vécu, et le fait que je sois dédouané de tout problème, de tout intérêt direct, me permet de m'adresser à mes compatriotes d'Afrique, dans un langage africain, entre africains.

Propos recueillis par Ibc

ETHIOPIE

Visite de la Président suisse

La Présidente Suisse lors de sa visite en Ethiopie (Crédit photo: DFJP)

La présidente de la Confédération, Mme Simonetta Sommaruga, a effectué une visite officielle de trois jours en Ethiopie, du 25 au 27 octobre 2015. Objectif : «approfondir et développer» les relations bilatérales. Elle était accompagnée d'une forte délégation.

L'Ethiopie est un pays « prioritaire » de la coopération internationale de la Suisse. Elle fait partie de la stratégie d'ensemble de la Suisse pour la Corne de l'Afrique 2013-2017. Cette stratégie régionale se fonde sur une approche politique globale qui comprend la sécurité alimentaire, la santé, la migration et la protection des réfugiés, ainsi que l'état de droit et la consolidation de la paix.

Pour la Suisse, l'Ethiopie joue, en outre, un rôle « crucial » pour la stabilité et la sécurité dans une sous-région troublée par de nombreux conflits.

Au cours de sa visite, la Cheffe du Département fédéral de justice, et Présidente de la Suisse a eu un programme varié. Le point fort a été les échanges sur « l'intensification » des relations économiques bilatérales. L'Ethiopie est en effet un des pays dont le développement économique est le plus rapide sur le continent africain et vise à atteindre le statut de pays à revenu moyen à l'horizon 2025.

La politique migratoire a aussi figuré en bonne place. L'Ethiopie accueille davantage de réfugiés que n'importe quel autre pays africain. Elle est à la fois un pays de provenance, de transit et d'accueil des réfugiés. L'aide sur place et la protection des réfugiés dans leur région de provenance (Protection in the Region) sont par conséquent les aspects les plus importants de la coopération entre la Suisse et l'Ethiopie. Au vu du rôle central que joue l'Éthiopie dans la Corne de l'Afrique, la Suisse vise, à terme, une coopération plus étroite dans le domaine de la politique migratoire.

Pendant son séjour éthiopien, la Présidente de la Confédération a visité un camp de réfugiés, situé dans la région Somali, à l'Est du pays. La Suisse, faut-il le rappeler, soutient financièrement le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial. Elle leur apporte son expertise.

Par ailleurs, Mme Sommaruga s'est entretenue avec le président éthiopien, M. Mulatu Teshome, et son Premier ministre, M. Hailemariam Dessalegn. Après ces entretiens, elle a visité à Addis Abeba, la capitale, un projet suisse, destiné aux réfugiés érythréens. Elle a aussi eu des rencontres avec des représentants de la société civile et des milieux économiques éthiopiens.

YJ (avec DFJP)

DÉMINAGE

Le Mozambique désormais libéré des mines

Le Mozambique est désormais libéré de mines. Après plus de 20 ans de travail, le pays a déclaré officiellement, le 17 septembre 2015, la fin de présence de mines terrestres dans son sol. Une victoire pour la Fondation Digger, active dans le déminage et engagée dans ce pays d'Afrique australe depuis 2012.

Il y a trois ans, en effet, la Fondation envoyait l'une de ses machines au Mozambique, pour aider à accélérer le processus de déminage. Depuis, elle a collaboré sur place avec une Organisation non gouvernementale locale, APOPO.

Pour cette Fondation, basée à Tavannes, dans le canton de Neuchâtel, c'est un bel exemple de volonté politique, de professionnalisme, de coordination, de ténacité, et de résilience. « Quel bel exemple le Mozambique donne aux pays minés qui perdent espoir, aux pays donateurs fatigués, et acteurs du déminage en perte de moral et de moyens financiers », écrit-elle dans sa lettre d'information. Un « signal fort » qu'elle se plait à relayer avec fierté. D'autant plus que seuls quelques pays sont en effet parvenus à se déclarer libres de mines.

Dans une déclaration publiée sur le site de radio Jura-bernois (www.rjb.ch), M. Gentien Piaget, vice-directeur, et responsable des opérations techniques de Digger, a précisé que le risque zéro

M. Armando Emílio Guebuza président du Mozambique

n'existe évidemment pas, mais les mozambicains sont « libérés » du danger des mines antipersonnel. De nouvelles perspectives de développement s'ouvrent maintenant à eux. Ils tournent ainsi une page sombre de leur histoire.

De son côté, Handicap international suisse s'est félicitée de cette bonne nouvelle. «C'est une victoire pour toute la population du Mozambique. Maintenant, un enfant peut aller jouer dehors, un paysan peut cultiver son champ, un village peut envisager des projets de développer sans craindre l'explosion d'une mine », s'est réjoui M. Grégory Le Blanc, chef de mission de cette organisation humanitaire. Le pays devra cependant continuer à aider les victimes, car « libre de mines » ne veut pas dire que les victimes de ces armes barbares ont disparu», a-t-il souligné sur le site de l'ONG.

OLJ (avec RFJ, Digger & Handicap suisse)